



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Sous-préfecture d'Alès
Bureau de l'environnement
et des polices administratives
Service des installations classées

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° 2025-02 du 22 janvier 2025
modifiant l'arrêté préfectoral n°2001-45 du 16 novembre 2001
autorisant l'extension de l'établissement de récupération de métaux
exploité par la société RAFM sur le territoire de la commune de
Saint-Martin-de-Valgugues

Le Préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 122-2, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- VU** le décret du 22 août 2023 nommant M. Emile SOUMBO, sous-préfet d'Alès ;
- VU** l'arrêté n° 30-2024-10-18-00007 du 18 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Emile SOUMBO, sous-préfet de l'arrondissement d'Alès ;
- VU** le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2001-45 du 16 novembre 2001 autorisant l'extension de l'établissement de récupération de métaux exploité par la SARL RECUPERATION ALESIENNE FERS ET METAUX (RAFM) sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Valgugues ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2023-07 du 9 février 2023, mettant en demeure la société RAFM de régulariser la situation administrative des activités exploitées sur son site de Saint-Martin-de-Valgugues ;
- VU** la demande d'examen au cas par cas du 19 avril 2023 relative au projet de la société RAFM de régulariser la situation administrative de l'installation de transit, regroupement de batteries au plomb usagées visée par la rubrique 2718-1 de la nomenclature des ICPE sous le régime de l'autorisation qu'elle exploite sur son site déjà autorisé situé ZA La Plaine de Saint-Martin, 548 Avenue Sainte-Barbe sur la commune de Saint-Martin-de-Valgugues ;
- VU** la décision n° DREAL-UID30-2023-002 de dispense d'étude d'impact prise le 30 mai 2023 après examen au cas par cas de cette demande en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;
- VU** la demande de modification des conditions d'exploiter les installations classées autorisées par l'arrêté préfectoral n°2001-45 du 16 novembre 2001, en vue de régulariser la situation administrative de l'installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (batteries au plomb usagées) d'une capacité de 30 tonnes visée par la rubrique 2718-1 de la nomenclature des ICPE sous le régime de l'autorisation exploitée sur ce site, portée à la connaissance du préfet par la SARL RAFM le 25 août 2023 et le dossier joint, complété en dates du 27 mai 2024, du 10 juin 2024 et du 1^{er} août 2024 ;

- VU** la déclaration de modification déposée par la société RAFM pour son site de Saint-Martin-de-Valgalgues en date du 28 février 2023, en vue de régulariser ses activités existantes visées par les rubriques 2710-1-b, 2710-2.b et 2711-2 de la nomenclature des ICPE sous le régime de la déclaration ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, daté du 6 août 2024 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté par courrier recommandé du 23 septembre 2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;
- VU** l'absence d'observations formulées lors de la consultation publique réalisée du 6 au 21 janvier 2025 en application de l'article L. 123-19-2 et du II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement (la durée ne peut pas être inférieure à 15 jours) ;

CONSIDÉRANT que suite aux constats effectués sur le site de ses installations de Saint-Martin-de-Valgalgues par l'inspection des installations classées en date du 7 décembre 2022, la SARL RAFM a été mise en demeure, par l'arrêté préfectoral n°2023-07 du 9 février 2023, de régulariser sa situation administrative, en déposant un dossier de porter à la connaissance relatif aux modifications constatées au regard de la nomenclature des ICPE avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2001 ;

CONSIDÉRANT que la SARL RAFM a transmis en date du 25 août 2023 un dossier de porter à connaissance visant à régulariser une installation de regroupement et de transit de batteries au plomb usagées d'une capacité de 30 tonnes sous la rubrique 2718-1 de la nomenclature des ICPE soumise au régime de l'autorisation, exploitée dans un hangar existant ;

CONSIDÉRANT que ce projet a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas, en application du II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement au titre des rubriques 1.a et 39.a de l'annexe à l'article R. 122-2 suscitée ;

CONSIDÉRANT que cette demande a fait l'objet de la décision de dispense d'étude d'impact prise en date du 30 mai 2023 après examen au cas par cas ;

CONSIDÉRANT qu'en application des articles R. 181-46 du code de l'environnement, le dossier de porter à connaissance transmis, dans sa version complétée en date du 1^{er} août 2024, comporte les éléments d'appréciation relatifs aux modifications apportées et souhaitées et à son mode d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que la SARL RAFM a déposé une demande de modification de déclaration pour son site de Saint-Martin-de-Valgalgues en date du 28 février 2023, en vue de régulariser ses activités existantes visées par les rubriques 2710-1-b, 2710-2.b et 2711-2, dont la preuve de dépôt est jointe en annexe du dossier susmentionné ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de la consistance des activités modifiées il y a lieu de reclasser les activités exercées par la SARL RAFM sur son site de Saint-Martin-de-Valgalgues sous le régime de la déclaration au titre des rubriques 2710-1-b, 2710-2.b et 2711-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées ne constituent pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur de ces modifications ne rendent pas nécessaire la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par l'arrêté préfectoral n°2001-45 du 16 novembre 2001 susvisé et décrites dans le dossier de porter à connaissance, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la

commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2001-45 du 16 novembre 2001 susvisé doivent être maintenues ;

CONSIDÉRANT néanmoins qu'il convient de prendre acte de la modification du classement des installations pour prendre en compte la nouvelle activité permanente de regroupement et de transit de batteries au plomb usagées d'une capacité de 30 tonnes sous la rubrique 2718-1 de la nomenclature des ICPE relevant du régime de l'autorisation, exploitée dans un hangar existant, sous la forme d'un arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions, une consultation du public par voie électronique sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire est requise en application de l'article L. 123-19-2 et du II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le sous-préfet d'Alès ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'ARRÊTÉ

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations de la SARL RECUPERATION ALESIENNE FERS ET METAUX (RAFM), ci-après nommée l'exploitant, de n° SIRET 37981773700024, situées au 548, Avenue Sainte-Barbe, 30520 Saint-Martin-de-Valgalmes, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes :

ARTICLE 2 – ARTICLE MODIFIÉ

L'article 1.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2001-45 du 16 novembre 2001 susvisé est remplacé par l'article suivant :

Article 1.3 Consistance des installations autorisées

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article R. 181-1 du code de l'environnement.

L'établissement porte sur les parcelles cadastrales n°519 et 520, section AK, du plan cadastral de Saint-Martin-de-Valgalmes d'une superficie totale de 8027 m². Il est organisé conformément au plan à l'échelle du 1/200^{ème} joint à la demande de modification en date du 25 août 2024 et dont un exemplaire demeurera annexé au présent arrêté.

La consistance des installations est la suivante :

- ◆ un bâtiment de 75 m² abritant un accueil du public et des bureaux,
- ◆ un hangar ouvert de 140 m² (« hangar métaux ») abritant une zone d'apport volontaire comprenant 11 Palox d'1 m³ pour le stockage transitoire des matériaux non ferreux et 1 Palox pour des batteries usagées au plomb exclusivement,
- ◆ un hangar fermé de 275 m² comprenant un atelier d'entretien mécanique (65 m²) et une zone dédiée au stockage en transit de batteries usagées au plomb exclusivement, d'une surface au sol de 12 m² pour une hauteur de 3 m ; les batteries sont stockées en Palox résistants aux acides contenus,
- ◆ des aires extérieures bétonnées dédiées au stockage au sol ou en bennes et au tri de matériaux non ferreux volumineux et ferreux (fonte, ferraille, ferraille légère, ferraille lourde, rails, chute neuve, tournures),
- ◆ une aire extérieure bétonnée spécifique dédiée au stockage transitoire de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) pour un volume de 500 m³ environ,
- ◆ une aire de lavage munie d'un débourbeur-déshuileur,
- ◆ une aire de découpage au centre du site,

- ♦ 2 ponts bascule,
- ♦ un portique de détection de la radioactivité,
- ♦ un stockage de gaz industriels,
- ♦ une cuve aérienne maçonnée de stockage de 1500 l de GNR avec un poste de distribution pour l'alimentation des engins du site.

Il comporte les installations visées comme suit par la nomenclature des installations classées.

| Rubriques | Nature des activités | Caractéristiques | Régime autorisé (*) |
|-----------|--|---|---------------------|
| 2713-1 | Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ² | 8000 m ² | A |
| 2718-1 | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t | Capacité : 30 tonnes (batteries au plomb usagées stockées en Palox dans une zone dédiée de 12 m ² de surface au sol pour une hauteur de 3 m) | A |
| 2711-2 | Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³ | Volume susceptible d'être entreposé : 500 m³ (1 Palox pour les cartes électroniques d'environ 1 m ³ et 499m3 de D3E sur une aire de stockage en extérieur dédiée à cet effet) | DC |
| 2710-1.b | Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets : 1. la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant b) supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t | Quantité susceptible d'être entreposée : 6,8 t (batteries au plomb usagées apportées par le particulier) | DC |

| | | | |
|----------|--|---|----|
| 2710-2.b | Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets 2. le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant : b) supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ | Volume susceptible d'être présent : 292 m³ (pour les matériaux non ferreux : environ 12 Palox d'1 m ³ au niveau du point d'apport volontaire ; pour les matériaux volumineux et ferreux : environ 280 m ³ sur une aire de stockage en extérieur, prévue à cet effet) | DC |
|----------|--|---|----|

(*) A (autorisation) E (enregistrement) DC (déclaration soumise à contrôle périodique).

Les activités concernées par des rubriques ICPE non classées présentes sur le site sont les suivantes :

| Rubrique | Installations et activités concernées | Surface/ Quantité/Volume activité | Régime (*) | Précisions |
|----------|---|--|---------------|--|
| 1435 | Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules | 10 m ³ | NC | 1 pompe de ravitaillement |
| 2560 | Travail mécanique des métaux et alliages | Puissance des machines inférieure à 150 kW | NC | Activité de soudure Découpe de fonte |
| 2930 | Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteurs, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie | 100 m ² | NC | 1 cadre de bouteilles d'oxygène pour la soudure |
| 4725 | Oxygène | 1,2 t | NC | |
| 4734 | Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution | 1,3 t Avec Mvolumique GNR B30 max= 865 kg/m ³ (**) | NC | 1 cuve de 1 500 l de GNR en cuve aérienne maçonnée |

(*) E (enregistrement) DC (déclaration soumise à contrôle périodique)

(**) Arrêté du 29 mars 2018 relatif aux caractéristiques du gazole non routier dénommé GNR B30

ARTICLE 3 – ARTICLE COMPLÉTÉ

L'article 1.5. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2001-45 du 16 novembre 2001 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

- **L'article 1.5 Textes réglementaires applicables** est complété par les prescriptions techniques des textes mentionnés ci-dessous :

- l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (art. L. 171-11 du code de l'environnement)

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes situé 16 Avenue Feuchères, 30000 Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 – INFORMATION DES TIERS (art. R.171-1 du code de l'environnement)

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gard pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de la commune de Saint-Martin-de-Valgalgues pendant une durée minimum d'un mois : procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné.

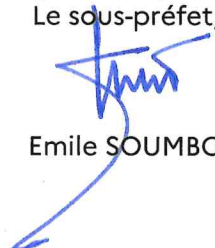
Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

ARTICLE 6 - EXÉCUTION

Le sous-préfet d'Alès, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Saint-Martin-de-Valgalgues, ainsi qu'à la SARL RAFM.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,


Emile SOUMBO